

# Une monarchie tiraillée entre présent et passé (2/2)

**Toute une «physique sociale» montre que le dirigeant est l'expression de son milieu, la pointe émergente de son agitation et de sa cogitation sociétales.**



Par Reda Benkirane

Sociologue et spécialiste de la communication, consultant international à Genève



Mohammed VI, souverain, a, pour lui la durée. (DR)

Qu'est-ce qui a manqué à ce début de règne si prometteur ? Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné ? Quand la phase expérimentale, exploratrice a-t-elle cessé ? Quand donc le monde s'est-il désintéressé de l'expérience politique marocaine ? A un moment donné, la phase exploratrice et «possibiliste» cessa. En toute logique et bonne foi, ceux qui plaident pour une monarchie éclairée et démocratique ne peuvent imputer l'entière responsabilité de cet échec à Mohammed VI qui eut malgré tout le réalisme de ne jamais se présenter en Sauveur de la Nation. L'occasion historique, tant attendue, d'une réforme de fond de la monarchie fut manquée par tous ceux qui se prétendaient – et que nous crûmes – représenter les luttes populaires. A cet égard, le rôle du gouvernement d'«alternance» (1998-2002) initiée dans les dernières années du règne de Hassan II fut déterminant dans la dispersion des forces politiques populaires. La fin de l'état de grâce incombe à la défection majeure des héritiers des luttes des forces populaires, aux survivants des années de plomb, aux héritiers du socialisme et de la gauche militante. Beaucoup pleurèrent sur l'honneur perdu de ces éloignés des années de plomb et autres condamnés à mort par contumace, de ces disciples de Mehdi Ben Barka qui, une fois admis au gouvernement de l'alternance pensé par Hassan II, tuèrent l'idée même d'alternance. Echec total. Insoutenable défection de l'être militant. Pour atteindre la certification insignifiante de bon commis de l'Etat et de technocrates zélés, ces hommes et ces femmes renoncèrent à leur ombre, à la raison d'être de quarante ans d'un âpre combat politique pour l'avènement d'un changement véritable au Maroc dans l'effectuation de la puissance. Au lieu de s'impliquer dans les affaires de l'Etat en vue d'obtenir concession et rétrocession majeures du pouvoir en faveur des forces populaires, ils se compromirent irrémédiablement. Attendus pour négocier, au moment opportun et pour plusieurs générations à venir, un accord historique entre la

Monarchie et le Peuple, ils concoururent à la division et à la dispersion définitive d'une Opposition qui cessa depuis lors d'être constructive et inventive, quand il fallait dans l'urgence établir une charte démocratique réunissant tout ce que le pays comptait comme forces militantes, douces et dures, modérées et radicales. Ce travail de mobilisation politique – qui reste en soi une mise en acte de l'esprit public et patriotique – a manqué et le renouvellement d'un pacte national scellant l'allégeance, la consultation et le consensus n'a pu avoir lieu. De plus, le gouvernement de l'«alternance» joua un rôle néfaste en amplifiant la diabolisation de la mouvance islamiste marocaine. Déjà vu. Faire des islamistes radicaux des boucs émissaires n'est d'ailleurs pas sans rappeler le sort des socialistes purs et durs et autres marxistes des années 60 et 70 qui entamèrent la lutte armée et revèrent à des lendemains autrement plus révolutionnaires... A de très rares exceptions près la défection de l'intelligentsia ne fut pas en reste. En cette phase critique où il s'agissait de dessiner un projet de société, l'absence de production et de cogito des plus éminents philosophes, historiens, économistes, politiques fut significative d'un vide conceptuel. Il y a bien longtemps que cette élite-là n'est plus un contre-pouvoir. Les cognitaires auront été les grands absents de cette dernière décennie ; ils auront manqué de produire une lecture intelligente de la situation, d'imaginer face aux impasses actuelles des

adjacents possibles, de revendiquer pour la société civile des droits politiques, économiques, sociaux et culturels fondamentaux, d'élever le débat politique alimenté par les médias qui parfois s'est retrouvé au niveau du caniveau. Mais fort paradoxalement, seule la presse (dont la liberté reste somme toute relative et que certains voudraient museler au travers d'in vraisemblables procès en diffamation) a tenu son rôle de contre-pouvoir en défendant coûte que coûte son indépendance éditoriale. Malgré les défauts inhérents à toute presse indépendante, oscillant entre un élitisme libertaire et un populisme conservateur, il n'empêche que si les partis politiques et l'intelligentsia avaient eu l'audace et la pugnacité du journalisme libre, le Maroc serait aujourd'hui bien engagé dans la démocratisation du pouvoir.

## Changer, évoluer de l'intérieur

Le sociologue et l'anthropologue ne voient pas de coupure radicale entre dirigeant et société. Il n'y a pas de chef injuste et de peuple légitime ! Toute une «physique sociale» montre que le dirigeant est l'expression de son milieu, la pointe émergente de son agitation et de sa cogitation sociétales. Le changement n'intervient pas d'un plan transcendantal en descente ou en guidance divine. Un verset coranique le dit explicitement, rien ne change en une société si elle ne change pas radicalement, de l'intérieur. Pour être pérenne, la monarchie marocaine doit impérativement évoluer

de l'intérieur tandis que des forces colossales de reterritorialisation sont à l'œuvre dans un paysage politique mondialisé. A une échelle planétaire, les variations des flux de biens, d'idées, de personnes, les mouvements sociaux et culturels qui entrent dans un différentiel généralisé, imposent à tout système politique de s'adapter au milieu évolutif dans un contexte large et dynamique liant les Etats-Nations dans des logiques de domination, de concurrence et même de prédation. La géopolitique de nos jours est un paysage évolutif où chaque Etat participe au contexte d'autres Etats en devenir, le système mondial allant de la sorte vers une complexité croissante. Un régime politique qui cesse la course évolutive est condamné à disparaître selon le principe (bio)logique de la Reine Rouge (!) qui postule qu'il faut courir juste pour se maintenir à la même place ! La survie du plus apte implique non pas la force mais la vitesse d'adaptation.

## L'hypothèse majeure : inégalité sociale et pauvreté de masse

Certes, en dix ans, le Maroc s'est considérablement développé sur le plan socioéconomique. Et s'il faut rapporter ces progrès à d'autres pays du monde arabe, le Maroc s'en tire plutôt bien avec les moyens et les limites qui sont les siens.

Mais la pauvreté, manifeste et massive au Maroc n'a somme toute que peu d'équivalent dans le monde arabe. Quand, le plus souvent au Maghreb et au Machreq, ce sont les classes moyennes qui forment la souche à partir de laquelle la société se diversifie en termes de modes et niveaux de vie, les différences de classes au Maroc demeurent criantes et, disons le, scandaleuses, voire obscènes. Etre marocain consiste-il à s'immuniser face à cette réalité d'injustice sociale ? Doit-on entériner un fatalisme doublé d'un déterminisme économique pour ne plus vouloir modifier cet état de fait ? Si l'inégalité sociale est reine au Maroc, la pauvreté, ne serait-elle pas la force acculturante et déracinante, le fléau de tous les périls ? En viendra-t-on à bout à coup de charité démonstrative, de bienfaisance cosmétique – là aussi à «doses homéopathiques» –, en continuant d'occulter la question essentielle de la redistribution des ressources et du partage du pouvoir économique ? Qu'elle soit de droite ou de gauche, conservatrice ou islamiste, l'élite dirigeante à venir aura l'adhésion du plus grand nombre pour peu qu'elle défende une conception visionnaire de l'art de gouverner : promouvoir une hausse significative du niveau de vie pour les cinq prochaines années, enrayer l'analphabétisme d'ici dix ans, sortir de l'état endémique de pauvreté au cours des trente prochaines années. Tout le reste n'est que détail, note annexe d'une histoire en puissance et en acte, celle d'un peuple en marche vers la maîtrise de son destin politique. Retour d'exil de Mohammed V en 1955, marche verte en 1975, accession au trône de Mohammed VI en 1999 : chaque fois que la Monarchie croise l'histoire sociale du Maroc, elle se reterritorialise, et en ressort renforcée et agrandie. Il y a nécessité maintenant d'initier une expérience qui affirme le Peuple en principe premier. C'est une dette que la monarchie et le système Makhzen doivent à un peuple admirable et de hautes vues. Il y a besoin de rêver et penser un Maroc libérateur d'une énergie créatrice, où les hommes et les femmes y seraient libres, égaux comme les dents d'un peigne. Et ce rêve qui fit le «printemps de Mohammed VI» n'est autre que la réalité dûment reconnue, assumée, civilisée, c'est-à-dire à construire par tous et pour tous.